

FAITS MARQUANTS DES OS 32 ET DES GTS: MARDI 1 JUIN 2010

Le matin ont eu lieu les séances plénières d'ouverture du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme au titre de la Conférence-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (AWG-LCA) (CCNUCC) et du Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements pour les parties à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto. Dans l'après-midi, la séance d'ouverture de l'AWG-LCA s'est poursuivie. Les groupes de contact se sont également réunis sur le transfert de technologie dans le cadre de SBI/SBSTA, les communications des pays non visés à l'annexe I dans le cadre de SBI et pour examiner d'autres questions dans le cadre de l'AWG-KP.

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le président de l'AWG-PK, John Ashe (Antigua et Barbade), a exhorté les parties à entamer les négociations avec une « vigueur et une bonne volonté renouvelées ». Il a expliqué que la présente session se concentrera sur l'échelle des réductions d'émissions individuelles et globales des parties à l'annexe I et que le travail se poursuivra sur les autres questions, y compris l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCAF), et les mécanismes de flexibilité. Les parties ont adopté l'ordre du jour et ont convenu de l'organisation des travaux (FCCC/KP/AWG/2010/4-5).

Élection des responsables: Ashe, président de l'AGW-KP, a déclaré que les consultations sur l'élection des responsables ne sont pas terminées et que conformément au projet des règles et procédures, les responsables actuellement en poste seront maintenus, jusqu'aux élections.

DECLARATIONS D'OUVERTURE: Le Yémen, au nom du Groupe de 77/CHINE, s'est dit préoccupé par la lenteur des progrès dans les négociations sur l'échelle des objectifs de réductions d'émissions des pays à l'annexe I, et a souligné que l'adoption de nouveaux objectifs de réductions pour ces parties constitue une obligation légale. Il a exhorté les parties à l'annexe I à élever le niveau d'ambition dans leurs engagements actuels en matière d'atténuation.

L'Espagne, au nom de l'EU, a insisté sur la nécessité de faire des progrès sur les questions techniques afin de garantir l'intégrité environnementale du résultat de Cancún. Mettant en exergue les synergies entre les deux GTS, elle a plaidé pour l'exploration des préoccupations communes.

La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, a déploré l'absence chez certaines parties, d'engagement pour l'avenir du Protocole de Kyoto et a demandé que le président de l'AWG-KP offre la possibilité pour des échanges de vues sur cette occasion. Il a également noté que le Groupe africain a fait des propositions sur la manière de traiter

avec les règles et modalités de comptabilité pour la gestion forestière et l'article 3.4 du Protocole (Activités supplémentaires de l'UTCAF).

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, et de la BIÉLORUSSIE, a noté que tous les membres du Groupe Parapluie sont disposés à prendre des engagements pour la période post-2012, tel que reflété dans l'annexe à l'Accord de Copenhague. Elle a souligné la nécessité d'améliorer l'approche, et d'accroître la transparence de tous les engagements pour l'atténuation contenus dans l'Accord, et a exhorté le travail en collaboration avec l'AWG-LCA.

Le Lesotho, au nom des PMA, a souligné que le Protocole a établi des structures institutionnelles et de gouvernance qui « sont et doivent rester au cœur du régime du climat ». Il a appelé à l'augmentation de la part des recettes et à l'élargissement de la portée des activités de l'UTCAF admissibles au financement dans le cadre du MDP.

La Suisse, au nom du GROUPE DE L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE, a souligné la nécessité de tenir compte des liens entre les GTS et de réaliser un accord ambitieux et global juridiquement contraignant. Elle a parlé de la nécessité entre autres : d'élever le niveau de l'ambition des objectifs des parties à l'annexe I; de renforcer le MDP et le marché du carbone; et de considérer le report des unités de quantités attribuées (UQA). Le Mexique a appelé au renforcement du Protocole par un amendement conformément au mandat de l'AWG-KP. L'INDONÉSIE a souligné que les discussions doivent être guidées par la responsabilité historique et conduire à des réductions drastiques d'émissions par les pays développés. Le PEROU, s'exprimant également au nom de la Colombie, Costa Rica, Chili, République dominicaine, Guatemala, Panama et Uruguay, a plaidé pour un accord sur la deuxième période d'engagement, le plus tôt possible, afin d'éviter l'accroissement des températures dans le monde.

Le JAPON a souligné la nécessité d'un cadre international équitable et efficace où tous grands émetteurs participent. Il a déclaré que les discussions en coordination avec l'AWG-LCA sont « absolument essentielles » et a prié le président de l'AWG-KP d'informer les parties sur l'état de ses discussions avec le président de l'AWG-LCA.

Le NICARAGUA a fait part de ses préoccupations concernant la lenteur des progrès et la régression des attentes, exhortant les parties de ne pas laisser le financement à la responsabilité du marché du carbone. La BOLIVIE a exprimé ses préoccupations concernant l'excès des « tactiques visant à retarder » et l'approche de bas-en haut pour définir les réductions d'émissions, soulignant la nécessité pour les pays développés de réduire leurs émissions nationales de 50% avant 2017.

La NORVÈGE a mis l'accent sur la nécessité de parvenir à un résultat global et juridiquement contraignant à Cancún, expliquant que son pays est flexible sur le point de savoir si l'issue sera un ou deux instruments juridiques, mais que les éléments clés du Protocole de Kyoto doivent être maintenus.

SINGAPORE, notant que le principal objectif du travail de la présente session est de parvenir à une entente sur les chiffres, a souligné l'importance de comprendre les effets globaux, et d'identifier les insuffisances des engagements des parties à l'annexe I contenus dans l'Accord de Copenhague.

La République démocratique du Congo, au nom des PAYS DU BASSIN DU CONGO, a souligné le fossé entre les exigences de comptabilité de REDD-plus pour les pays en développement et la flexibilité de la comptabilité de l'UTCAF pour les pays développés. La PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE a appelé à des règles de l'UTCAF « simples et honnêtes » pour toutes les sources et puits, et pour l'utilisation des niveaux de référence, afin d'éviter la répétition des pratiques habituelles.

Les Femmes d'Europe pour un avenir commun, au nom des ONG sur les questions sexo-spécifiques, a plaidé pour la limitation de l'augmentation de la température à 1,5-1,5°C, le passage à un avenir sans nucléaire et faible en carbone et à des investissements financiers pour réaliser une mise en œuvre innovatrice et pro-pauvre. IndyAct-Ligue des activistes indépendants, au nom des ONGE, a proposé de négocier d'abord les règles, de manière à ce que les réductions puissent par la suite être allouées aux parties à l'Annexe B, après avoir compris les règles pertinentes.

L'International Emissions Trading Association (IETA), au nom du secteur des affaires et de l'industrie, a exhorté les parties à réaffirmer leur engagement aux marchés internationaux du carbone, notant que des marchés du carbone vigoureux doivent être impliqués pour attirer les investissements dans les technologies à faible intensité de carbone. La Norwegian Confederation of Trade Unions, au nom du SYNDICAT DES ONG, a appelé les pays à l'annexe I à prendre des engagements pour des réductions de 25 à 50% avant 2020 dans le cadre d'une transition juste vers une économie faible en carbone qui assure le respect des travailleurs d'aujourd'hui et la création d'emplois pour l'avenir.

L'Organisation SustainUS, au nom des Jeunes, a appelé à des réductions d'émissions d'au moins 45% à partir des niveaux de 1990 avant 2020. Le représentant des GOUVERNEMENTS LOCAUX POUR LA DURABILITÉ a exhorté les pays visés à l'annexe 1, qu'ils soient ou non parties au Protocole, à réduire leurs émissions de 30% par rapport aux niveaux de 1990 avant 2020, et de 80% avant 2050.

L'Organisation Focus on Global South, au nom des ONGE, a attiré l'attention sur l'Accord des Peuples conclu lors de la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la terre-mère, et a plaidé pour l'adoption d'un objectif de réduction d'émission de 50% avant 2017 par les pays de l'annexe I. Tebtebba, au nom du GROUPE DES PEUPLES AUTOCHTONES, a appelé à un accord juridiquement contraignant à Cancún sur la deuxième période d'engagement en vertu du Protocole, conformément au RE4 du GIEC, à une approche basée sur le financement à fournir aux populations vulnérables, et la reconnaissance des peuples autochtones.

NOUVEAUX ENGAGEMENTS DES PARTIES À

L'ANNEXE I: Le président Ashe a présenté ce point de l'ordre du jour (FCCC/KP/AWG/2010/6 et Add.s. 1-5; FCCC/TP/2010/2; et FCCC/KP/AWG/2010/INF.1). Leon Charles (Grenade) et Jürgen Lefevere (Union Européenne), co-présideront un groupe de contact sur l'échelle des réductions d'émissions ("chiffres"), le vice-président de l'AWG-KP Harald Dovland (Norvège), présidera un groupe de contact sur les autres questions, incluant l'UTCAF, les mécanismes de flexibilité et les questions méthodologiques, et Ashe, le président organisera les consultations informelles sur les conséquences potentielles.

AWG-LCA

QUESTIONS D'ORGANISATION: Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe), présidente de l'AWG-LCA, a ouvert la session et les parties ont adopté l'ordre du jour et ont approuvé l'organisation des travaux (FCCC/AWGLCA/2010/4). Présentant le rapport sur les réunions intersessions, le Mexique a parlé des efforts en cours pour assurer la réussite de la réunion de Cancún et a souligné la réunion ministérielle informelle des 20 et 21 mai, centrée sur le financement, et à laquelle ont participé le Président Felipe Calderón et la Chancelière allemande Angela Merkel. La BOLOVIE a donné un aperçu de la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la terre-mère tenue à Cochabamba, Bolivie, en avril 2010. L'Allemagne a souligné le Dialogue de Petersburg sur le climat organisé conjointement par ce pays et le Mexique au début du mois de mai, et dont le but était de discuter des moyens pour aller de l'avant dans les négociations de la CCNUCC en vue de la Conférence de Cancún. La NORVÈGE a parlé de la Conférence d'Oslo sur la Forêt et le Climat tenue en mai 2010, où a été établi un partenariat REDD-plus non-contraignant. Ce partenariat a pour but d'aider à la coordination de l'action sur REDD et est conforme aux négociations de la CCNUCC. L'ÉTHIOPIE a présenté un rapport sur le travail du Groupe Consultatif de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies sur le financement des changements climatiques et a parlé des efforts entrepris pour identifier les sources de financement; il a informé les délégués que le but est de présenter les résultats avant novembre 2010.

PRÉPARATION D'UN RÉSULTAT POUR ADPTOPN

PAR LA CdP 16 : la présidente de l'AWG-LCA, Mukahanana-Sangarwe, a présenté la note du président sur le scénario (FCCC/AWGLCA/2010/5), le projet de texte du président (FCCC/AWGLCA/2010/6), les soumissions des parties (FCCC/AWGLCA/2010/MISC.2 et Add.s 1-2), les soumissions sur une feuille de route indicative, (FCCC/AWGLCA/2010/MISC.3), et les soumissions par les organisations intergouvernementales (FCCC/AWGLCA/2010/MISC.4). Les parties ont convenu d'établir un seul groupe de contact. La présidente de l'AWG-LCA, Mukahanana-Sangarwe, a indiqué que dans son nouveau texte à venir, le financement a été intégré dans l'ensemble du document.

De nombreuses parties ont qualifié le texte de bonne base pour entamer les discussions. Le Yémen, au nom du G-77/CHINE, a suggéré de restructurer le texte suivant le Plan d'action de Bali (PAB), et a souligné la nécessité d'un chapitre séparé sur le financement. L'Espagne, au nom de l'UE, a appuyé la proposition du président d'aller de l'avant et a déclaré que le texte du président peut faciliter les négociations, mais a souligné des améliorations quant aux ambitions de réductions d'émissions. La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a demandé l'examen des questions clés, y compris les droits de propriété intellectuelle (DPI); la mise en œuvre d'un programme international sur l'adaptation; l'institution d'un registre pour les mesures d'atténuation adaptées au contexte national (MAAN) par les pays en développement; un cadre sur les échanges et les changements climatiques. Il a ajouté que le chapitre i du texte du président sur une vision commune doit être global et distinct du texte opérationnel.

GRENADE, au nom de l'OASIS, a exprimé des « préoccupations sérieuses » à l'effet que les engagements de réductions d'émissions actuels conduiraient à long terme, à une augmentation de la température de 4°C, et que six mois après la CdP 15, le financement pour l'adaptation n'est pas encore matérialisé. La Suisse, au nom du GROUPE POUR L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE, s'est félicitée du nouveau texte de négociation, en soulignant qu'il rassemble les questions qui étaient sur le point d'être conclues à la CdP 15. Le Lesotho, au nom des PMA, a appelé l'AWG-LCA à œuvrer pour une issue équitable sur le financement de l'adaptation.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a souligné que les progrès dans les négociations devraient être basés sur les résultats de la CdP 15, y compris l'Accord de Copenhague, et a exprimé la conviction qu'un accord peut être atteint à la CdP 16.

Le CHILI, au nom du Pérou, Colombie, Costa Rica, Uruguay, République dominicaine et Panama, a appelé à un démarrage des négociations le plus tôt possible sur la base du texte du président, et a souligné l'importance d'identifier les points de consensus.

Le Panama, au nom SYSTEME D'INTÉGRATION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE, a parlé de l'adoption comme une priorité et a appelé à un financement prévisible, soutenu et durable qui est complémentaire de l'aide publique au développement (APD)

La FÉDÉRATION DE RUSSIE a souligné la nécessité de coopération entre les GTS et a demandé d'intégrer dans le texte, les besoins des pays en transition économique.

La SIERA LEONE a exprimé sa préoccupation du fait que le texte n'a pas reflété les priorités des PMA.

La BOLIVIE a déploré le fait que le texte du président ne soit pas équilibré et que ses propositions n'y ont pas été prises en compte.

Espérant l'espoir d'une avancée sur le mécanisme de financement à Cancún, le représentant des Philippines a appuyé l'idée d'un chapitre à part sur le financement comme une clé pour « débloquer » les autres questions relevant de l'AWG-LCA. La GUYANE a appelé à un financement suffisant et prévisible pour les premières activités en vertu de REDD-plus et les projets à long terme entrepris par les pays visés à l'annexe I, et, avec SINGAPORE, a souligné la nécessité d'une compréhension claire du résultat final de l'AWG-LCA

Soulignant le rôle de la société civile, le PARAGUAY a appuyé l'inclusion de l'Accord des peuples conclu Cochambamba dans le texte du président. Le GABON a souligné l'importance de prendre en compte REDD-plus. TUVALU a mis l'accent sur la nécessité de traitement plus inclusif de l'adaptation et a appelé à un traitement à part des sous-paragraphe 1(b) (i) (engagements et actions pour l'atténuation par les pays développés) et 1(b) (ii) (MAAN par les pays en développement) du PAB, et a mis en garde contre l'utilisation du texte de Copenhague.

Le représentant du LIBAN a annoncé l'intention de ce pays d'augmenter sa part d'énergie renouvelable de 12% avant 2020. L'AUSTRALIE a parlé des projets de financement tels que : une contribution nouvelle et additionnelle pour le démarrage rapide de 355,4 millions \$ US; 56 millions \$ US pour REDD-plus par le biais de l'Initiative internationale pour le carbone forestier; et 106,2 millions \$ US aux agences multilatérales pour faciliter la transition des pays en développement la croissance à faible intensité de carbone et pour l'adaptation aux changements climatiques.

L'ARABIE SAOUDITE a appelé à un accord global sur un ensemble de décisions, plutôt que de prendre des décisions sur des éléments séparés. Le GHANA a déclaré que le chapitre I doit inclure les aspects institutionnels du cadre d'adaptation. Le MALAWI a déclaré que le concept selon lequel « rien n'est conclu tant que tout n'est pas convenu » n'aide pas, et a souligné la nécessité d'avancer sur certains points. Le représentant des ILES MARSHALL a souligné la nécessité de financement de démarrage rapide pour les besoins urgents d'adaptation et a mis l'accent sur la difficulté du texte de négociation sans aucune compréhension de la forme du résultat.

La CHINE a proposé un chapitre à part dans le texte sur les engagements de réductions d'émissions par les pays développés. Elle a souligné que les conditionnalités doivent être rattachées à la disposition d'un financement nouveau et additionnel au pays en développement. Le BRÉSIL a reconnu la nature multidisciplinaire du financement, tout en appelant à un chapitre séparé sur le financement dans le texte. Il a souligné qu'une vision commune se rapporte à tous les fondements du PAB, et a appelé à un examen global des questions afin de parvenir à un résultat équilibré.

Le représentant des États-Unis a déploré le fait que leurs soumissions présentées en avril n'ont pas été reflétées dans le texte et a souligné la nécessité de reconnaître l'orientation politique et les concessions réalisées à Copenhague. Il a souligné que toutes les questions clés se rapprochent dans un ensemble et a identifié la nécessité d'accorder plus de temps au dispositif

de MRV. Il a appuyé un résultat juridiquement contraignant, à condition que cela soit « symétrique avec les mêmes éléments contraignant tous les autres pays, à l'exception des PMA »

L'INDE a appelé à des résultats qui renforcent le PAB et a demandé de ne pas diluer les principes et les dispositions de la Convention. Elle a souligné la nécessité de considérer la manière de traiter la question de technologie relevant du domaine public et privé, et a mis en garde contre des mesures commerciales unilatérales et le protectionnisme vert comme solutions aux changements climatiques.

Le JAPON a parlé de la « bonne orientation politique » de l'Accord de Copenhague, a appelé à un document juridique global, et a indiqué que le chapitre I du texte du président peut conduire à l'élaboration d'un tel document. Il a insisté sur la nécessité de tenir compte des interrelations entre les questions telles que le financement et le dispositif de MRV, a noté que la même importance doit être accordée au traitement de chaque élément clé et a mis l'accent sur un soutien financier et technologique à moyen et à long terme

La NOUVELLE ZÉLANDE a souligné que les parties ont « dépassé le stade de simple compilation » et a suggéré l'examen des questions multidisciplinaires au sein d'ateliers des deux GTS.

La représentante des Îles Cook a souligné la nécessité de prendre en compte les émissions résultant des combustibles de soute de l'aviation internationale et du transport maritime, et a insisté sur la soumission de son pays (FCCC/AWGLCA/2010/Misc.2/Add.1). Le PAKISTAN a exprimé ses préoccupations à propos de la tentative du président d'inclure des éléments de l'Accord de Copenhague, et a déclaré que certaines expressions telles que « pays les plus vulnérables » doivent être clarifiées, y compris à travers l'établissement des critères pertinents.

La NORVEGE a souligné que le texte constitue une bonne base de négociation pour rattacher l'Accord de Copenhague à un accord final juridiquement contraignant, mais a noté que les questions qui nécessitent d'être plus élaborées incluent les mécanismes basés sur le marché, le MRV et les émissions du transport maritime et de l'aviation.

Le CANADA a déclaré que le chapitre I du texte du président doit, entre autres, faire référence à l'importance du régime MRV, l'établissement du mécanisme de REDD-plus et le fonds vert. La COLOMBIE a souligné la nécessité de maintenir la structure du PAB et de ne pas réinventer le langage de la Convention, notant que pour ce qui est de l'adaptation, le texte du président semble « faire comme si deux années de négociations n'avaient jamais existé ». Pour ce qui est du financement, le TIMOR-ORIENTAL a suggéré que cela devrait se faire sous forme de pourcentage du Produit intérieur brut des pays développés.

INTERNATIONAL FEDERATION OF TRADE UNIONS emphasized that societal transformation requires a strong signal from the UNFCCC negotiating process.

Le Conseil des entreprises pour l'énergie durable, au nom de BINGO, a déclaré qu'un accord pour la période post 2012 doit fournir des signaux et des incitations pour permettre à la communauté des affaires de prendre des mesures en matière d'adaptation, d'atténuation, de technologie et de financement. La Fondation Hatof, au nom des ONGE, a mis l'accent sur la nécessité pour les plans nationaux démontrer que les pays développés peuvent réduire leurs émissions à des niveaux proches de zéro avant 2020, et que les pays en développement peuvent réduire de manière significative leurs émissions avec un soutien suffisant. La Coalition mondiale des forêts, au nom des ONGE, a déclaré que REDD-plus et REDD – plus-plus doivent rester en dehors des marchés du carbone. L'Organe coordinateur pour les organisations des peuples autochtones du bassin amazonien, au nom du FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, a exprimé l'espoir que le monde prenne bientôt des mesures concrètes pour traiter le problème des changements climatiques. La CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALES a souligné que la transformation sociale nécessite un signal fort du processus de négociation de la CCNUCC.

Le Forum norvégien pour l'Environnement et le Développement, au nom des Jeunes, a appelé à des objectifs contraignants qui reflètent la responsabilité historique ainsi que la responsabilité commune, mais différenciée. GENDER CC a appelé à : l'inclusion de plus de femmes dans les processus de prise de décisions sur les changements climatiques; la prise en compte dans les principes directeurs, de la justice sociale et des questions liées aux; et que les fonds provenant des donateurs soient spécifiés comme destinés aux projets pour les femmes.

GRUPE DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE (SBI/SBSTA): Dans l'après-midi, un groupe de contact conjoint a examiné : le rapport du groupe d'experts sur le transfert de technologie (GETT) (FCCC/SB/2010/INF.1); les termes de références du GETT (TM) pour un rapport sur les options pour faciliter la recherche sur les technologies de collaboration et de développement (FCCC/SBSTA/2010/INF.4); le rapport sur les informations requises pour l'utilisation des indicateurs de performance en appui à l'examen de la mise en œuvre des articles 4.1 (c) et 5 de la Convention (FCCC/SBSTA/2010/INF.3); et le rapport d'activités du FEM sur le programme stratégique de Bonn sur le transfert de technologie (FCCC/SBI/2010/4).

Un certain nombre de pays développés se sont félicités du rapport de GETT et des Termes de référence, et ont recommandé d'accepter le programme de travail du GETT tel que soumis. L'ARGENTINE, appuyée par la CHINE, a déclaré que les termes de référence ne devraient pas inclure les questions contentieuses actuellement à l'examen au sein de l'AWG-LCA et devrait se concentrer sur les activités en vertu de la Convention. L'ARGENTINE a déclaré que le rapport sur les indicateurs de performance démontre la nécessité d'une approche plus directe au MRV

Les parties ont convenu que les co-présidents prépareraient les projets de conclusions sur la base de ces discussions.

Questions diverses (AWG-KP): Dans l'après-midi, au sein du groupe de contact AWGKP, le vice-président Harald Dovland (Norvège) a présenté les documents sur l'UTCAF (FCCC/KP/ AWG/2010/6/Add.2), les mécanismes de flexibilité (FCCC/KP/ AWG/2010/6/Add.3), et le panier de questions méthodologiques (FCCC/KP/ AWG/2010/6/Add.4).

Les parties ont convenu que l'UTCAF serait examiné dans un groupe informel dérivé co-présidé par Marcelo Rocha (Brésil) et Peter Iversen (Danemark). Le co-facilitateur Iversen a indiqué que le travail initial se concentrera sur la transparence des options pour les niveaux de référence en matière de gestion forestière. Dovland, vice-président de l'AWG-KP a déclaré qu'il explorerait la possibilité de tenir un groupe de contact sur le groupe de l'UTCAF. L'Australie a voulu savoir si le groupe dérivé de l'UTCAF pourrait tenir une réunion conjointe avec le groupe sur les chiffres. A propos des mécanismes de flexibilité, le vice-président de l'AWG-KP, Dovland a invité les parties à fournir des directives sur ces questions qui nécessitent le plus d'attention, suggérant que les éléments de la fin du texte n'ont pas été bien examinés. Pour ce qui est du panier des questions méthodologiques, il a noté que toute la section sur l'inclusion de nouveaux gaz à effet de serre est crochétée; et a souligné la nécessité de considérer les indicateurs communs.

La CHINE a souligné que le but du groupe était d'accélérer et de faciliter la discussion sur les « chiffres » et que les conclusions devraient se concentrer sur l'amélioration de l'intégrité environnementale du Protocole, et non pas « créer davantage de lacunes »

PMA (SBI): Au cours des consultations informelles de l'après-midi, les discussions ont porté essentiellement sur le rapport du Groupe d'experts sur les PMA ((LEG) (FCCC/SBI/2010/5). Les questions examinées incluaient la nécessité d'inclure le besoin de proroger le mandat du LEG, Mettre en œuvre les programmes nationaux d'actions d'adaptation et examiner d'autres questions relatives au programme de travail des PMA. Le projet de conclusions est en élaboration.

COMMUNICATIONS NATIONALES DES PAYS NON VISÉS À L'ANNEXE 1 (SBI) : Dans l'après-midi, le groupe de contact s'est réuni pour examiner les trois sous-points de l'ordre du jour sur les communications nationales des pays non visés à l'annexe 1 dans le cadre de SBI

Le JAPON et la NOUVELLE ZÉLANDE ont appelé à la prise en compte des directives politiques fournies à Copenhague. Le JAPON a exprimé l'espoir que le travail du CGE facilitera les communications nationales. LA CHINE a souligné l'importance du CGE dans la fourniture de l'assistance technique.

A propos de la fréquence des communications nationales, le représentant des États-Unis a déclaré que les communications nationales plus fréquentes améliorent le renforcement des capacités. Le Brésil, au nom du G-77/CHINE, a souligné que les pays non visés à l'Annexe I devraient être soumis à des exigences plus strictes que les pays à l'Annexe I. Le représentant des États-Unis a souligné l'importance d'établir et de maintenir des équipes nationales pour lancer les processus d'apprentissage.

Concernant le soutien financier et technique, le FEM, en réponse à une question du G-77/Chine, a déclaré que toutes les propositions de projet pour les communications nationales des pays non visés à l'Annexe I seront financées. Le G-77/CHINE a demandé que le FEM et ses agences d'exécution soient présents à toutes les réunions pour fournir des informations. L'AFGHANISTAN a souligné l'importance de la coopération et de l'Assistance techniques, en plus du soutien financier.

REDD (SBSTA): Dans l'après-midi, au cours des consultations informelles sur la REDD, les délégués ont examiné les projets de conclusions préparés par les présidents sur le renforcement des capacités en rapport avec l'utilisation des directives et des lignes directrices du GIEC, et sur la coordination des activités.

DANS LES CORRIDORS

Le mardi, les GTS ont repris leur travail. L'une des principales questions dans les corridors était par conséquent le projet de texte du nouveau président de l'AWG-CLA et les premières réactions des parties à ce sujet. Un délégué d'un pays en développement a expliqué : « Bien que le texte ne soit pas aussi équilibré qu'il l'aurait fallu et que la suppression d'une section séparée sur les finances soit une décision discutable, il peut nous servir de document de travail ». Il a ajouté : « Dans tout les cas, le président avait une tâche difficile à entreprendre ».

Certains participants ont rappelé la réaction au texte du président à l'AWG LCA 6 en juin dernier. « Aujourd'hui est une journée de course de lièvre "J'ai l'impression d'avoir vu ceci avant", a commenté un participant en signe de désespoir. Un délégué d'un pays en développement inquiet a ajouté : « Je pense ne pas que qui que ce soit aimerait voir ce texte enfler de page 42 plus de 200 pages au cours des huit prochains jours comme cela s'est passé en juin dernier, mais il ne nous revient pas de résoudre certains contentieux sérieux :

« Certes, le fait de travailler deux fois par jour dans un groupe de contact peut créer la transparence, mais je me demande quand est-ce que nous allons avoir le temps pour passer aux vraies négociations », a-t-il poursuivi. Un délégué plus optimiste a noté que « quelque chose de positif » semble mijoter dans les coulisses, ce qui augure sans aucun doute un résultat positif pourrait être atteint à Cancún »

De l'autre côté, au sein de l'AWG-KP, les parties sont demeurées dans le doute au sujet de l'état des négociations – y compris sur l'élection du nouveau président. Le « Progrès », d'après un délégué, « dépend de la manière dont évolue l'ambiance au cours des deux prochaines semaines ». Cependant, certains nourrissaient un optimisme prudent, notant que des progrès significatifs sur les conséquences potentielles signifient qu'il y a un groupe de contact de moins à réunir. Entretemps, dans le groupe de contact relevant de SBI, certains experts techniques montraient des signes de soulagement. « C'est agréable de revenir à l'essentiel de notre travail » a commenté l'un d'entre eux.